



## COMPTE-RENDU CHSCT NORD DU 23 AVRIL (SPÉCIAL CAMPAGNE IR)

**La position de la CGT Finances sur la campagne Impôt sur les Revenus (IR) est claire : elle doit être reportée tant que le confinement est en cours et que les conditions sanitaires après le déconfinement ne garantissent pas la santé des collègues.**

En effet, rien n'oblige l'administration à réaliser cette campagne dès à présent, au-delà de la volonté de faire bonne figure, et au mépris de la santé des fonctionnaires.

La mise en place de cette campagne va accroître sensiblement les risques de propagation du virus et va faire peser un stress colossal sur les collègues en charge de la campagne, avec un effectif réduit (venant s'ajouter au sous-effectif structurel dû aux constantes suppressions d'emplois).

### DRFiP

La direction a présenté la campagne en deux temps :

1°) du 20 avril au 11 mai,

2°) après le 11 mai (date à ce jour théorique).

La période après le 11 mai n'a été que très succinctement abordée, faute d'informations suffisantes sur le sujet et l'incertitude sur la date de déconfinement et sa progressivité.

Pour la période actuelle, la DRFiP59 a confirmé les dispositions nationales, en assurant qu'aucun accueil du public physique n'aurait lieu pendant le confinement.

Elle a indiqué qu'elle s'attacherait à respecter la règle des 40 % de présentiel maximum dans les SIP (Services Impôts des Particuliers) pendant la campagne. Ce taux est pour l'instant en moyenne de 25 % avec de fortes disparités (certains SIP déjà à 35 %).

Les chiffres de présentiel sont encore plus inquiétants pour les CPS (Centres Prélèvement Service) avec un taux de présence de 39 %.

**Même si la direction assure respecter la distanciation sociale sur les postes de travail, la CGT Finances a fait remarquer qu'elle ne peut pas être respecté dans les espaces communs.**

Le maintien de cette campagne ne peut qu'entraîner une augmentation des risques de santé pour les collègues présents dans les services.

La DRFiP59 étudie, en lien avec la SRP (Stratégie Relations au Public), la possibilité de doter les collègues des CPS de téléphones portables, afin qu'ils puissent assurer leurs missions en télétravail. Toutefois, il n'y a pas urgence selon la DRFiP pour qui les collègues bénéficient de suffisamment d'espace pour le respect des mesures barrières.

**La CGT Finances a insisté en rappelant que la DRFiP , en tant qu'employeur, doit limiter au maximum les risques de transmissions du COVID liés à l'exercice professionnel, et donc déployer au maximum des mesures transitoires de télétravail.**

Nous avons déploré des remontées concernant la réalisation de tâches non prioritaires (contentieux, mise à jour taxe d'habitation...).

**La DRFiP a rappelé, concernant l'organisation des SIP, en présentiel, que seule la gestion des déclarations papier, des appels téléphoniques, des e-contacts et des e-mails doit être assurée par les collègues présents pendant la campagne.**

Par ailleurs, il a été confirmé qu'aucun plateau téléphonique ne serait mis en place dans les SIP, en raison des risques de contamination.

Environ 80 autres collègues sont mobilisés au sein de la DRFiP59 en télétravail pour apporter leur soutien à l'ensemble des SIP afin d'assurer un soutien sur la gestion des E-contact.

Face à l'isolement des collègues en télétravail, la DRFiP59 a diffusé un guide du télétravailleur. Si la démarche est appréciable, elle reste un bien piètre accompagnement.

**La CGT Finances a demandé que chaque chef de services prenne contact au moins une fois par semaine avec chaque télétravailleur.**

**Par ailleurs, face à l'agressivité de certains contribuables, la CGT Finances a demandé qu'un rappel sur l'existence des fiches de signalement soit réalisé**

**Enfin, la CGT Finances a demandé qu'un suivi du présentiel par service nous soit communiqué, à minima chaque semaine, afin de s'assurer que le taux de présence dans les services est bien le plus faible possible.**

La DRFiP s'est engagée à transmettre ces informations.

## **DIRCOFI**

La mission « campagne IR » s'invite à la DIRCOFI Nord. 3 missions de soutien aux directions locales sont envisagés.

La première, la gestion des appels téléphoniques, concerne une vingtaine d'agents DIRCOFI qui viendront en appui des seuls CPS, des CIS et des centres de contact dont l'action est gérée au niveau national par le SRP. Aucune assistance aux SIP.

Cette sélection s'est notamment faite sur des critères d'expériences professionnelles et de connaissances spécifique à l'IR, à partir d'un vivier composé de près de 200 volontaires. Les agents retenus pourront se « loguer » dès que le SRP aura transmis les identifiants permettant de répondre aux appels téléphoniques.

**La CGT Finances a demandé avec insistance l'équipement en casques téléphoniques de ces collègues, au titre de la protection de la santé du travailleur (audition) et du confort de réalisation des missions.**

La direction a réaffirmé qu'aucun matériel supplémentaire ne sera mis à la disposition des agents.

Concernant le numéro qu'ils souhaitent utiliser, les vérificateurs ont le choix entre leur numéro de téléphone personnel et leur numéro professionnel. Dans tous les cas, une procédure de masquage du numéro utilisé sera effectuée. La participation à la campagne se fait sans engagement de la part du vérificateur. A tout moment, il peut la réduire ou l'annuler.

Pour effectuer des simulations de calculs d'impôts, des SPI fictifs seront mis à disposition des collègues mobilisés pour la campagne, pour réaliser des simulations.

Un collègue de trois chefs de services leur viendra en soutien en plus du chef de brigade de chacun des agents. Le contre-appel est également possible si besoin soit directement par l'agent, soit par le soutien.

Ces agents ont accès à toute la documentation prévue pour la campagne. Ce qui constitue un travail très important pour des agents dont ce n'est ni la mission, ni le métier.

Le second soutien concerne un plus grand nombre d'agents DIRCOFI, 80 environ, qui viendront aider les SIP dans la réponse aux mails, via e-contact.

Il y aura un partage des mails à traiter et les renforts se positionneront sur les SIP dont un flux important de mail est attendu.

La mise en place de ce dispositif ne semble pas encore bien défini au vu des échanges de ce matin et les collègues risquent de faire les frais d'une procédure établie à la va-vite, pouvant les mettre en difficulté inutilement.

Enfin, une troisième mission est d'ores et déjà actée et activée. Il s'agit de l'aide aux SIE (Services Impôts des Entreprises) pour le contrôle des FDS (Fonds de soutien) qui mobilise un certain nombre de collègues volontaires eux aussi.

**Plus que jamais, la CGT Finances rappelle que la priorité reste la santé des collègues, qui ne doit pas être sacrifiée pour le bien de la mission.**